

Une voix: Allez-y.

M. Caccia: ... il va défendre les intérêts à long terme des Canadiens sur le plan de la santé et de l'approvisionnement en eau en exigeant l'incinération des déchets toxiques qui se trouvent dans le dépotoir situé le long de la Niagara. Va-t-il le faire?

Une voix: Oui ou non?

M. Crosbie: Il est temps de vous réveiller, Caccia. Où étiez-vous pendant toutes ces années?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, personne de ce côté-ci n'est moins scandalisé que le député face à ceux qui polluent les cours d'eau dans lesquels les Canadiens puisent leur eau potable. Il m'accuse de froideur. Il ferait mieux de garder lui aussi la tête froide, car s'il le faisait, il reconnaîtrait que notre gouvernement a fait davantage en 12 mois ...

Des voix: Bravo!

M. McMillan: ... que l'ancien gouvernement en 12 ans.

M. Gray (Windsor-Ouest): Vous n'avez pas répondu à la question.

* * *

LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

LE MORATOIRE SUR LES SAISIES

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. De vils prix pour les récoltes et des taux d'intérêt élevés auraient obligé la Société du crédit agricole à fermer 670 exploitations agricoles cet automne. Le ministre a donc imposé un moratoire sur les saisies de la SCA. Voici la question que je pose au ministre: à quoi aboutira ce moratoire, combien de temps durera-t-il et s'appliquera-t-il également aux prêts consentis par d'autres établissements?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Je sais gré au député de reconnaître l'importance de la question et, j'en déduis, d'appuyer la décision que je prenais au début de septembre d'imposer un moratoire sur les saisies de la SCA. J'ai signalé à ce moment-là que ce moratoire demeurerait en vigueur indéfiniment et j'ai également dit que nous avions demandé une étude sur le rôle et le mandat de la SCA. C'est la première fois qu'une étude de ce genre est effectuée depuis 25 ans. J'ai maintenant reçu ces recommandations qui sont actuellement examinées et je compte pouvoir prendre bientôt des décisions au sujet d'autres mesures appropriées pour aider à remédier à la situation très difficile dans laquelle se trouvent de nombreux agriculteurs canadiens.

LES COMMISSIONS DE RÉVISION JUDICIAIRE

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, il s'agit là d'un problème très urgent. J'ai des milliers

de signatures qui révèlent cette inquiétude. Il y a environ 50,000 agriculteurs qui, d'après les chiffres de la SCA, font face à de graves problèmes financiers.

Le ministre donnera-t-il maintenant suite aux résultats de l'étude Grey-Bruce et établira-t-il une série de commissions de révision judiciaire chargées d'entendre les causes et d'arriver à des règlements qui aideront ces 50,000 agriculteurs? Autrement ils seront chassés de leurs terres et nous perdrons cette production agricole si importante pour l'avenir du Canada.

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, cela ne fait aucun doute, et je l'ai dit à la Chambre et partout au Canada ainsi qu'à de nombreux organismes agro-alimentaires, que je rencontre constamment que la situation financière dans le secteur primaire de l'industrie agricole est très difficile et peut-être la plus précaire que nous ayons connue depuis 50 ans.

A mon avis, le chiffre cité par le député, selon lequel 50,000 agriculteurs feraient face dans l'immédiat à la saisie ou à la faillite, est quelque peu excessif. Comme je le lui ai signalé, nous avons encore un peu partout au Canada, les commissions de révision de la Société du Crédit agricole. Elles agissent à titre bénévole et font un excellent travail. Une des recommandations que j'envisage est quelque peu analogue à ce que propose le député.

* * *

[Français]

LA CONSTRUCTION NAVALE

LA PRODUCTION D'ÉQUIPEMENT DES FRÉGATES CANADIENNES—LA CRÉATION D'EMPLOIS À MONTRÉAL

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale.

Dans le journal *Le Devoir* de ce matin, on lit le titre: «Paramax Inc. devance son échéancier dans la production d'équipement des frégates canadiennes». C'est une société qui va employer 500 professionnels de la haute technologie. On sait que les résultats dans l'emploi sont susceptibles d'être très bons dans la région de Montréal.

Est-ce que le ministre peut nous renseigner sur le fait que son ministère puisse prendre des mesures pour activer le processus de mise en place de ces emplois pour la population de Montréal?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président ...

Des voix: Bonjour! Vous avez bien dormi?

M. Nunziata: Dommage de vous éveiller!